

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/EEC/22  
G/SCM/Q1/EEC/22  
4 septembre 2003  
(03-4632)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS<sup>1</sup> au sujet de la notification des COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES<sup>2</sup>

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 septembre 2003.

#### Question n° 1

À l'article 1.2 du Règlement (CE) n° 1972/2002 du Conseil ("le Règlement"), les CE prévoient trois situations qu'elles considèrent comme constituant une situation particulière du marché. L'une des options indiquées est "lorsque les prix sont artificiellement bas". Dans quelles circonstances les CE écarteraient-elles des prix bas, conformément à l'article 1.2, qui n'auraient pas été écartés au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping (c'est-à-dire, sortant du cours des opérations commerciales normales parce qu'ils sont tombés en deçà du coût de production)?

#### Réponse

Premièrement, les CE voudraient rappeler qu'aux termes de la première phrase de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, il est possible de ne pas tenir compte des prix de vente sur le marché intérieur "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché (...), de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable". Les deux concepts énoncés dans cette disposition ont donc les mêmes conséquences juridiques.

Deuxièmement, les CE n'ont encore aucune expérience pratique de l'application de la nouvelle disposition citée par les États-Unis. Par conséquent, tout ce que les CE pourront donner comme réponse devra être vérifié lorsque les CE seront confrontées aux complexités d'une affaire réelle.

---

<sup>1</sup> G/ADP/Q1/EEC/21-G/SCM/Q1/EEC/21.

<sup>2</sup> G/ADP/N/1/EEC/2/Suppl.3.

Troisièmement, les CE n'excluent pas qu'au moment de procéder à l'application pratique de la disposition notifiée il puisse y avoir en fin de compte un chevauchement (au moins partiel) entre le concept d'opérations commerciales normales et le concept de situation particulière du marché.

Plus précisément, le concept de situation particulière du marché semble être le *sedes materiae* le plus approprié lorsque les prix du producteur exportateur faisant l'objet de l'enquête sont considérablement faussés pour des raisons structurelles qui affectent notablement le secteur économique concerné ou les secteurs en amont. L'expression "raisons structurelles" devrait être interprétée comme se rapportant à des facteurs qui affectent les mécanismes du marché à un point tel que les coûts et les prix ne peuvent plus être considérés comme la résultante de ces mécanismes. La fixation des prix pourrait être un exemple de ce type de facteur.

### **Question n° 2**

**Quels types de "régimes de transformation non commerciaux" pourraient, selon les CE, donner lieu à une "situation particulière du marché", conformément à l'article 1.2 du Règlement?**

### **Réponse**

À nouveau, le manque d'expérience pratique dans ce domaine fait qu'il est difficile de donner des indications complètes à cet égard. Compte tenu de cette réserve, les CE souhaitent préciser qu'un simple régime de transformation supposant que le transformateur est rémunéré dans des conditions de pleine concurrence n'entrerait certainement pas dans ce cas de figure. Cependant, s'il apparaît que la rémunération ne suffit pas à couvrir la totalité des coûts de la transformation et/ou s'il y a des raisons de croire que des considérations autres que purement commerciales pourraient avoir eu une incidence sur les modalités du régime, cela peut indiquer l'existence d'une situation particulière du marché. On s'attend que cette disposition soit pertinente surtout pour les régimes de transformation non commerciaux concernant le produit considéré mais elle pourrait couvrir également les régimes concernant des produits en amont.

---